



## Éloge du respect...



**Ainsi qu'on le présentait depuis un certain temps, il y a bel et bien une succession de mesures politiques et administratives particulièrement nuisibles pour l'avenir de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).**

- **On nous a promis un pilotage fin, une politique pragmatique, ... Et, en fait, c'est un véritable massacre qui se prépare.** La supercherie a quelque chose d'insultant. Le ministre et les DG se sont essuyés les pieds sur le dialogue social.

Les GT bilatéraux se sont très vite arrêtés et la mesure la plus forte, le transfert de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sort au dernier moment, sans jamais avoir été mentionnée dans le rapport Gardette ni inscrite à l'ordre du jour de ces GT ridicules.

- **Le « coup » (car on peut bien parler de coup...) est juste énorme. Rappelons aussi au passage que les produits énergétiques, c'est un tantinet de l'importation.** Donc on peut estimer qu'il n'y a pas forcément de raison de l'écarter du « champ douanier naturel ».

D'ailleurs, cette matière fiscale a toujours été une compétence douanière. Peut-être y a-t-il une bonne raison à cela ? Par exemple, la compétence douanière sur le traitement produit ou encore sa capacité à contrôler une marchandise en mouvement ? Pour la bonne gestion de la 4<sup>e</sup> recette de l'État, peut-être cela avait-il sa pertinence ? À moins que les contrôles douaniers ne gênent les flux commerciaux...

**La DG va sûrement, à un moment ou un autre des discussions, nous affirmer que c'est une décision politique,** faire appel à la légitimité démocratique des décideurs pour couper court aux remarques et aux questions sur le sens de la décision prise.

On ne va pas perdre un temps infini dans une discussion stérile, mais néanmoins, même pour rire (jaune), on aimerait connaître la raison officielle pour justifier ce transfert de la TICPE, car, à moins d'être d'une mauvaise foi éhontée (mais pourquoi pas), on ne peut pas mettre en avant l'efficacité de l'État. Pas sur ce dossier.

Même la Cour des comptes, officine habituellement très active sur les coups de sabre à planter dans le dos des services publics, et de la Douane en particulier, affirmait dans un de ses récents fanzines la logique qu'il y avait à laisser demeurer cette taxe dans le giron de la Douane. La « haute » hiérarchie douanière a donc trahi ses agents en les abandonnant en rase campagne.

**À SOLIDAIRES, notre conviction est faite : il s'agit de pousser le dogme du curseur libéral jusqu'au bout de sa folle logique : organiser l'inefficacité de l'État** pour le plus grand profit d'opérateurs privés. En mettant cette mesure en œuvre, si la DG n'en est pas l'initiatrice, elle en est, au moins, la complice active.

**Au passage, on ne peut s'empêcher d'observer que ce nouveau tir pourrait presque être l'avant-dernier avant un potentiel démantèlement à terme.**

- **On nous dit que la Douane n'a pas démerité.** Oui, fort bien, et alors ? Qu'est-ce que ce gentil petit satisfecit balancé sur un mode paternaliste (ce mode de communication présidentiel fait des émules, semble-t-il) apporte aux agents concernés ? Les exemples de l'hôpital et de l'enseignement démontrent bien ce nouveau mode de communication qui plus est insultant pour les collègues concernés.

- **On nous parle d'un retour sur nos fondamentaux.** Certes. Mais lesquels ? La DG le sait-elle au moins elle-même ? Les missions de comptable public et d'agent de la fiscalité d'État font indubitablement partie desdits fondamentaux, du moins tels qu'ils existent jusqu'à présent. Dès lors, les grandes manœuvres en préparation auront à l'évidence même un fort effet sur la Douane, ses missions, son maillage et, *last but not least*, ses agents. Dire l'inverse n'est que mensonge et insulte faits à l'intelligence des agents.

**Et puis quels fondamentaux ? La facilitation des échanges ? Cette mission qui dans son énoncé même signifie moins de contrôle, moins de travail, moins d'agents ?** Celle-là même qui précisément a justifié les restructurations passées et les disparitions d'emplois par wagons ? Merci, le bureau de la communication, tout de suite on se sent mieux.

**- Nous avons un « laboratoire » (terme employé avec tout le respect dû à la région et aux agents concernés) : il s'appelle l'Auvergne.** Ce qu'on y voit est simplement évident : fin de la structure direction – volume d'emplois divisé par deux, voire par trois, par rapport aux temps passés - implantation ayant une forte connotation résiduelle (là-aussi, le terme est choquant, mais parlant).

On peut nous dire : « oui, mais c'est l'Auvergne, c'est spécifique ». Bien sûr que non. Avec une modification du périmètre des missions, des perspectives budgétaires réductrices et des ambitions politiques marquées, il est juste évident que le « cas auvergnat » va assez rapidement faire école. Prétendre le contraire serait, en quelque sorte, prendre les gens et les agents pour de parfaits imbéciles.

**- Autre point sur lequel il est plus que légitime de se poser la question : celle du respect.**

On nous a vendu la modernité par la concentration et le regroupement des services. Les agents ont donc eu à affronter des restructurations. Mais on avait compris que c'était le prix à payer pour des perspectives stables à moyen terme. Il n'en a rien été.

Certes, c'est le passé. Mais on ne peut accepter de faire comme si tout cela était simplement rangé au rayon des souvenirs ou passé par pertes et profits (plutôt perte en l'occurrence ...). Si les agents estiment que l'État les a pris pour des c...harlots (qu'alliez-vous donc penser ?), c'est violent, mais c'est la réalité crue.

**On souhaite bonne chance aux directeurs, divisionnaires qui vont devoir expliquer le sens de mesures prises, sachant que d'un point de vue boulot il n'y en a pas** (proposition alternative : « le sens de mesures prises qu'eux-mêmes ne comprennent pas »). Bonne chance, car ce sont les mêmes qui ont expliqué toute la nécessité et la pertinence de créer des pôles spécialisés et qui vont maintenant devoir dire qu'il faut faire le contraire et envoyer tout ça se diluer à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Peut-être fuiront-ils, on les comprend, comme ils le font parfois, devant l'absurdité de cette mission et trouveront-ils un trouffion pour faire le sale boulot. Il paraît qu'il y a des candidats cette année au concours d'inspecteur principal (IP). Il faudra multiplier les cours de manipulation mentale (le terme en l'occurrence adéquat pour parler de « management ») pour rendre cette nouvelle fournée de cadres supérieurs efficaces, car on recrute désormais des liquidateurs.

**Pour l'ensemble de ces raisons, la première urgence, au-delà des sujets de fond et d'organisation, est peut-être de rétablir ce respect, au sens large.** Nous l'avons dit et répété : c'est un dû à l'agent public. Il procède aussi de la crédibilité de l'État, sujet dont on parle beaucoup à l'heure actuelle.

Ce respect, exigé de l'autorité politique, comporte deux volets :

1° le fait de jouer carte sur table

2° offrir aux agents des réelles perspectives, inscrites dans un minimum de durée (au moins 5 à 7 ans). Vite tout de suite et maintenant.

**Cet échange, ô combien vital et inévitable, ne part pas d'un point zéro.** Il y a des lignes de force sur lesquels la Douane peut incontestablement s'appuyer. Par ailleurs, il y a un contexte où, à notre sens, la demande du corps social porte incontestablement sur de la régulation et de la protection.

Maintenant, on veut voir ce qui se cache vraiment derrière les mots, pour savoir si on respecte réellement les agents de la DGDDI ou s'ils comptent pour rien ou pas grand-chose ... On ne cachera pas que cette idée est pour le moins répandue chez bon nombre d'agents.

**Être représentant du personnel en Douane relève de l'exercice masochiste.** Le précédent DG nous disait, il y a deux ans « la TVA et la TGAP, pas plus ». Lors d'un Comité technique de réseau (CTR), SOLIDAIRES lui avait fait avouer que la Taxe spéciale sur certains véhicules routiers (TSVR, dite « taxe à l'essieu ») risquait de subir le même sort. Sa réaction à cet instant avait été révélatrice.

Depuis, il est parti se faire pendre ailleurs et donne régulièrement de ses nouvelles sur Twitter. On n'est pas sûrs qu'il aille bien, prendre les gens pour des imbéciles n'est pas bon pour la santé, semble-t-il.

**La nouvelle DG est arrivée. Tout ce dont on a pu parler depuis son arrivée, GT bi-directionnels, Gardette, contractualisation, nous sommes obligés de le constater, était construit sur du sable.** Mais nous revenons quand même, avec l'espoir de ne pas jouer un « Moulin » (vous savez M<sup>me</sup> la DG, cette petite ville de l'Allier, où aucun cadre de la DG ne s'est jamais déplacé, modèle parfait d'opération de restructuration réussie avec la DGFIP !?) d'ampleur nationale, et avoir la possibilité de dire aux agents concernés et consternés, que même si la haute administration s'est bien payée leur poire, il vont pouvoir, demain, continuer à vivre et travailler dignement à Tours, Toulon, Lorient, Lyon ou ailleurs.

Paris, le mardi 20 octobre 2020





20 octobre 2020

**La plus belle des ruses du diable est de vous persuader qu'il n'existe pas !**

« Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant "l'Europe !", "l'Europe !", "l'Europe !", mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien. » disait le général De Gaulle. Nous pourrions paraphraser ses mots en disant que nous non plus nous ne sautons pas sur la chaise en disant « Réorganisation », « Réorganisation », « Réorganisation » car convenons-en la DGDDI ne nous a jamais habitué à de bonnes surprises par le passé et ses réformes n'ont jamais vraiment signifié grand chose. En effet, si nous nous attendions à un sévère coup de rabot, promis par le rapport Gardette, on aurait pu s'attendre à ce que des arbitrages soit un tant soit peu en faveur de la DGDDI. Que nenni, le couperet est tombé, la Douane n'est plus une administration fiscale et le DGFiP, un habitué de la maison, s'apprête à présenter à la foule en délire, le scalp des gabelous. En effet, la TICPE qui alimentait le moteur Douane va quitter nos cieux, c'est entériné et le réseau des opérations commerciales de notre administration va péniblement tenter de ne pas tomber en panne sèche en rase campagne voire même dans le fossé.

La seule « solution » proposée par l'administration serait d'espérer un reclassement auprès de nos camarades des Finances Publiques qui accueilleraient les gabelous sans poste fixe « pour suivre leur métier ». Encore faudra-t-il savoir nager dans ce bassin d'emploi. Loin de nous de penser qu'il serait plus adéquat que nos collègues se retrouvent sur le carreau, mais plutôt que de réfléchir à l'accompagnement d'agents professionnels et donnant pleine satisfaction, il aurait mieux valu défendre pied à pied leurs postes sans les livrer sur un plateau. Peut-être que nos hiérarques se sont sentis une âme de Bourgeois de Calais, mais qu'ils se rassurent, leur sacrifice n'aura pas été vain, peut-être même que les agents leur en sauront gré, une fois qu'ils auront été contraints de quitter leur région de résidence familiale ainsi que voir balayé les efforts renouvelés, pendant parfois des années, pour atteindre l'expertise dans leur domaine d'emploi.

Mais alors me direz-vous et la Surveillance dans tout ça ? Comme toujours le diable est dans les détails. En effet, « l'élargissement du cadre de la mission Frontex de la surveillance des flux de personnes à la surveillance des flux de marchandises illicites aux frontières extérieures de l'Union » pour paraphraser la DG, laisse augurer un joli labourage de plate-bandes des effectifs de la Surveillance et nous affirmons que la DG a franchi la ligne jaune en se faisant l'allié objectif de Frontex, au détriment de ses propres agents. De fait, il n'y a qu'un pas que nos compères de destruction ne manqueront pas de franchir également pour investir l'intérieur du territoire et boucler la boucle.

Nous n'avons donc qu'un seul mot d'ordre : Aux armes, gabelous de toute branche et toute catégorie, que vous soyez Opérations commerciales ou Surveillance, le futur s'annonce très sombre mais il ne sera pas dit que nous aurons rejoint l'abattoir sans distribuer quelques ruades. Nous devons lutter pied à pied car tous dans nos domaines d'expertise, nous avons à en remonter à nos hiérarques scélérats qui sont les complices de la destruction de l'unité de notre administration triple séculaire. A choisir nous préférons cent fois, être les acteurs de « La liberté guidant le peuple » que les naufragés du « Radeau de la Méduse ».